

Bulletin officiel n° 2667 du 6/12/1963 (6 décembre 1963)
Dahir n° 1-62-245 du 25 joumada II 1383 (13 novembre 1963) portant ratification de raccord
relatif au transport aérien, signé à Rabat le 5 juillet 1962,
entre le Maroc et la Suisse.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de S.M. Hassan II)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution promulguée le 17 rejeb 1382 (14 décembre 1962),

A Décidé ce qui Suit :

Article Premier : Est ratifié, tel qu'il est annexé au présent dahir, l'accord relatif au transport aérien, signé à Rabat le 5 juillet 1962, entre Notre Gouvernement et le Gouvernement de la Suisse.

Article 2 : Le ministre des affaires étrangères et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 25 joumada II 1383 (13 novembre 1963).

*
* *

Accord entre le Maroc et la Suisse relatif aux transports aériens.
Le Gouvernement de S.M. Le Roi du Maroc,
et
Le Conseil Fédéral Suisse,

désireux de développer dans la plus large mesure possible la coopération internationale dans le domaine du transport aérien conformément aux principes de la convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, et désireux de conclure un accord en vue d'établir des services aériens entre les territoires de leurs pays respectifs, ont désigné leurs plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, lesquels sont convenus de ce qui suit :

Article Premier : Pour l'application du présent accord et de son annexe :

- a) L'expression convention s'entendra de la convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 ;
- b) L'expression autorités aéronautiques s'entendra, en ce qui concerne la Suisse, de l'Office fédéral de l'air, et, en ce qui concerne le Maroc, du ministère des travaux publics, direction de l'air, ou dans les deux cas, de toute personne ou organisme autorisé à exercer les fonctions qui leur sont actuellement attribuées ;
- c) L'expression entreprise désignée s'entendra d'une entreprise de transports aériens que l'une des parties contractantes aura désignée par écrit, conformément à l'article 3 du présent accord, comme étant l'entreprise autorisée à exploiter les services agréés définis à l'article 2 ci-après ;
- d) L'expression territoire aura la signification que lui donne l'article 2 de la convention ;

- e) Les expressions équipement de bord , provisions de bord et rechanges s'entendront au sens des définitions figurant à l'annexe 9 de la convention.

Article 2 :

- 1° Chaque partie contractante accorde à l'autre partie contractante les droits spécifiés au présent accord en vue d'établir les services aériens spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'annexe au présent accord. Ces services et ces routes sont dénommés ci-après services agréés et routes spécifiées .
- 2° Sous réserve des dispositions du présent accord, l'entreprise désignée de chaque partie contractante jouira dans l'exploitation d'un service agréé, des droits ci-après :
 - a) le droit de survoler, sans y atterrir, le territoire de l'autre partie contractante ;
 - b) le droit de faire des escales non commerciales sur ledit territoire ;
 - c) le droit d'embarquer et de débarquer en trafic international sur ledit territoire, aux points spécifiés à l'annexe, des passagers, des envois postaux et des marchandises.

Article 3 :

- 1° Chaque partie contractante aura le droit de désigner par écrit à l'autre partie contractante une entreprise de transports aériens pour l'exploitation des services agréés.
- 2° Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la partie contractante à laquelle les droits sont accordés à condition que :
 - a) La partie contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une entreprise de transports aériens pour exploiter les services agréés ;
 - b) La partie contractante qui accorde les droits ait donné à l'entreprise intéressée l'autorisation d'exploitation requise, laquelle devra être accordée dans le plus court délai possible, sous réserve des dispositions de l'article 9 du présent accord.
- 3° Toutefois, avant d'être autorisée à ouvrir les services agréés, l'entreprise désignée pourra être appelée à prouver auprès des autorités aéronautiques de l'autre partie contractante qu'elle remplit les conditions prescrites par les lois et règlements que doivent normalement appliquer ces autorités pour l'exploitation des services aériens internationaux.

Article 4 :

- 1° Les entreprises désignées des parties contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés entre les territoires des parties contractantes.
- 2° Elles devront prendre en considération, sur les parcours communs, leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.
- 3° Les services agréés sur chacune des routes spécifiées auront pour objet essentiel d'offrir, à un coefficient d'utilisation tenu pour raisonnable, une capacité adaptée aux besoins normaux et prévisibles du trafic international en provenance et à destination du territoire de la partie contractante qui aura désigné l'entreprise exploitant lesdits services.
- 4° Toutefois, l'entreprise désignée par l'une des parties contractantes pourra satisfaire aux besoins de trafic entre les territoires d'Etats tiers et le territoire de l'autre partie contractante, dans la mesure où les services exploités par cette entreprise n'affectent pas indûment les services locaux et régionaux exploités par l'entreprise désignée de l'autre partie contractante.
- 5° Une capacité additionnelle pourra, accessoirement, être mise en œuvre en sus de celle visée au paragraphe 3 ci-dessus, chaque fois que le justifieront les besoins de trafic des pays touchés par lesdits services, ce qui sera fait d'un commun accord.
- 6° Les entreprises désignées s'entendront sur les conditions d'exploitation des services agréés entre les territoires des deux parties contractantes, notamment sur la capacité de transport, les fréquences et les horaires. Elles en soumettront le résultat à l'approbation des autorités aéronautiques des parties contractantes.

Article 5 :

- 1° Les tarifs de tout service agréé seront fixés à des taux raisonnables, en prenant en considération tous les éléments déterminants, comprenant le coût de l'exploitation, un bénéfice raisonnable, les
- 2° caractéristiques de chaque service et les tarifs perçus par d'autres entreprises de transports aériens desservant tout ou partie de la même route. Les tarifs seront fixés :
 - a) soit en appliquant les résolutions qui auront pu être adoptées par la procédure de fixation des tarifs de l'Association du transport aérien international (I.A.T.A.) ;
 - b) soit par entente directe, après consultation, s'il y a lieu, des entreprises de transports aériens de pays tiers qui exploiteraient tout ou partie des mêmes routes.
- 3° Les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de chaque partie contractante au minimum trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces autorités.
- 4° Si les entreprises de transports aériens désignées ne parvenaient pas à convenir de la fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe 1° ci-dessus ou si l'une des parties contractantes faisant connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe 2° ci-dessus, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes s'efforceraient d'aboutir à un règlement satisfaisant.
- 5° En dernier ressort, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article 10 du présent accord.
- 6° Tant que la sentence arbitrale n'aura pas été rendue, la partie contractante qui aura fait connaître son désaccord aura le droit d'exiger de l'autre partie contractante le maintien des tarifs préalablement en vigueur.

Article 6 : Afin d'éviter toute pratique discriminatoire et d'assurer une parfaite égalité de traitement, les parties contractantes conviennent que :

- 1° Les taxes ou autres droits fiscaux et redevances perçus par chaque partie contractante pour l'utilisation des aérodromes et autres installations aéronautiques sur son territoire par les aéronefs de l'autre partie contractante ne devront pas être plus élevés que ceux payés par les aéronefs nationaux de même type employés à des services internationaux similaires ;
- 2° Sous réserve de l'observation des règlements de la partie contractante intéressée :
 - a) les aéronefs utilisés par l'entreprise désignée de l'une des parties contractantes, introduits sur le territoire de l'autre partie contractante, ainsi que les carburants, les rechanges, l'équipement de bord, les provisions de bord et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur ce dernier territoire, des droits de douane et autres droits et taxes perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit ;
 - b) les carburants, les lubrifiants, les rechanges, l'équipement normal et les provisions de bord destinés à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe a) ci-dessus seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre partie contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires ;
 - c) les carburants mis à bord des aéronefs utilisés par l'entreprise désignée d'une partie contractante sur le territoire de l'autre partie contractante et réexportés, resteront exemptés des droits de douane, impôts de consommation et autres droits et taxes nationaux ;
- 3° Les lubrifiants introduits dans le territoire d'une des parties contractantes ou pris à bord sur ce territoire par l'entreprise de l'autre partie contractante ou pour son compte et destinés à être employés uniquement par les aéronefs de cette entreprise ou à bord de ceux-ci sur les routes spécifiées, bénéficieront, en ce qui concerne les droits de douane, frais d'inspection et autres droits ou taxes analogues de caractère national ou local, d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux aéronefs de l'entreprise nationale de la première partie contractante ou à l'entreprise étrangère la plus favorisée participant au trafic international dans ce territoire.

Article 7 :

- 1° Les lois et règlements d'une partie contractante régissant sur son territoire l'entrée et la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou les vols de ces aéronefs au-dessus dudit territoire s'appliqueront à l'entreprise désignée de l'autre partie contractante.
- 2° Les lois et règlements d'une partie contractante régissant sur son territoire l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages, envois postaux ou marchandises, tels que ceux qui concernent les formalités, l'immigration, les passeports, la douane et la quarantaine s'appliqueront aux passagers, équipages, envois postaux ou marchandises transportés par les aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre partie contractante pendant que ceux-ci se trouvent sur ledit territoire.

Article 8 :

- 1° Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des parties contractantes seront, durant la période où ils sont en vigueur, reconnus valables par l'autre partie contractante.
- 2° Chaque partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants ou validés en faveur de ceux-ci par l'autre partie contractante ou par tout autre Etat.

Article 9 :

- 1° Chaque partie contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre partie contractante l'autorisation d'exploitation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre partie contractante ou de ressortissants de cette dernière ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 7 du présent accord ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.
- 2° Chaque partie contractante ne fera usage de ce droit qu'après une consultation au sens de l'article 14 du présent accord à moins qu'un arrêt immédiat de l'exploitation ou l'application immédiate de conditions restrictives ne soient nécessaires pour prévenir de nouvelles contraventions aux lois ou règlements.

Article 10 :

- 1° Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord n'aurait pu être réglé, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les Gouvernements intéressés, il sera soumis sur demande d'une des parties contractantes à un tribunal arbitral.
- 2° a) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre, ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.
b) Si dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si dans le cours du mois suivant leur désignation, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque partie contractante pourra demander au président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de procéder aux désignations nécessaires.
- 3° Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les parties contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.
- 4° Les parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.
- 5° Si l'une des parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre partie contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent accord à la partie contractante en défaut.

6° Chacune des parties contractantes prend à sa charge les frais afférents à son arbitre, la moitié des frais afférents au tiers arbitre et la moitié des autres frais du tribunal arbitral.

Article 11 : Le présent accord et son annexe seront communiqués à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour y être enregistrés.

Article 12 : Le présent accord devra être mis en harmonie avec tout accord de caractère multilatéral qui viendrait à lier les deux parties contractantes.

Article 13 :

- 1° Chaque partie contractante pourra, à tout moment, proposer à l'autre partie contractante toute modification qu'elle estime désirable d'apporter au présent accord. Une consultation entre les parties contractantes au sujet de la modification proposée devra commencer dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la réception de la demande présentée par l'une des parties contractantes.
- 2° Toute modification du présent accord, approuvée conformément à la législation interne de chaque partie contractante ou de son annexe, entrera, en vigueur après sa confirmation par un échange de notes par voie diplomatique entre les parties contractantes.
- 3° Si l'une des parties contractantes estime désirable de modifier l'annexe au présent accord, les autorités aéronautiques des parties contractantes pourront, se concerter en vue de procéder à une modification.

Article 14 :

- 1° Dans un esprit d'étroite collaboration, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes se consulteront de temps à autre en vue de s'assurer de l'application des principes définis au présent accord et de leur exécution satisfaisante. Cette consultation pourra, à tout moment, être demandée par l'une des parties contractantes et commencera au plus tard dans les soixante (60) jours à compter du jour de la réception de la demande.
- 2° Les autorités aéronautiques de chaque partie contractante fourniront sur demande aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante toutes données statistiques régulières ou autres des entreprises désignées pouvant être équitablement exigées pour contrôler la capacité de transport offerte par l'entreprise désignée de la première partie contractante. Ces statistiques contiendront, dans la mesure du possible, toutes les données nécessaires pour déterminer le volume ainsi que l'origine et la destination du trafic.
- 3° Les entreprises désignées indiqueront aux autorités aéronautiques des parties contractantes, trente (30) jours au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types d'avions utilisés et les horaires envisagés. La même règle est valable pour les changements ultérieurs.

Article 15 : Chaque partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre partie contractante son désir de dénoncer le présent accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. La dénonciation aura effet douze (12) mois après la date de réception de la notification par l'autre partie contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la partie contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze (15) jours après sa réception, au siège de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 16 : Le présent accord sera appliqué provisoirement dès sa signature ; il entrera en vigueur dès que les deux parties contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties contractantes ont signé le présent accord.

Fait à Rabat, le 5 juillet 1962, en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement de S M. le Roi du Maroc.

Abderrahman Tazi.

Pour le conseil fédéral suisse,
Erwin Bernath,

Annexe.

Tableau I.

Services que peut exploiter l'entreprise marocaine désignée :

- 1° Points au Maroc : Bordeaux-Lyon-Genève ou Zurich ou Bâle ou Berne, dans les deux directions.
 - 2° Points au Maroc : Bordeaux-Lyon-Genève ou Zurich ou Bâle ou Berne-Francfort ou Hambourg-Copenhague-Stockholm-Oslo, dans les deux directions.
 - 3° Points au Maroc : Bordeaux-Lyon-Genève ou Zurich ou Bâle ou Berne-Prague et, au-delà, vers des points situés en Europe de l'Est, dans les deux directions.
- Tout point des routes énumérées ci-dessus pourra, au gré de l'entreprise désignée, ne pas être desservi lors de tout ou partie des vols.

Tableau II.

Services que peut exploiter l'entreprise suisse désignée :

- 1° Points en Suisse : Lisbonne-Rabat ou Casablanca, dans les deux directions.
- 2° Points en Suisse : Lisbonne-Rabat ou Casablanca-Dakar ou Niamey ou Kano et/ou Freetown-Monrovia-Abidjan-Accra-Lagos, dans les deux directions.
- 3° Points en Suisse : Lisbonne-Rabat ou Casablanca-Dakar ou Niamey ou Kano et/ou Abidjan-Accra-Lagos-Douala-Brazzaville ou Léopoldville-Louanda-Elizabethville-Salisbury-Johannesbourg et/ou vers des points situés sur le continent sud-américain, dans les deux directions.

Les droits de la cinquième liberté ne pourront pas être exercés entre le Maroc et le Sénégal dans les deux directions.

Tout point des routes énumérées ci-dessus pourra, au gré de l'entreprise désignée, ne pas être desservi lors de tout ou partie des vols.

*

* *

**Accord entre le Maroc et la Suisse relatif aux
transports aériens non réguliers.**

**Le Gouvernement de S.M. Le Roi du Maroc,
et
Le Conseil Fédéral Suisse,**

désireux de conclure un accord relatif aux transports aériens non réguliers entre les territoires de leurs pays respectifs, ont désigné leurs plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, lesquels sont convenus de ce qui suit :

Article Premier : Le présent accord est applicable à tout aéronef civil immatriculé en Suisse ou au Maroc et exploité par un ressortissant suisse ou marocain, dûment habilité à cet effet par l'autorité nationale compétente d'une des deux parties contractantes, lorsque cet aéronef effectue dans les territoires respectifs des transports internationaux contre rémunération ou en exécution d'un contrat de location ou d'affrètement, en dehors des services aériens internationaux réguliers.

Article 2 :

- 1° Chaque partie contractante accordera sans délai aux entreprises de l'autre partie contractante exploitant des aéronefs définis à l'article premier, l'autorisation d'effectuer des transports aériens commerciaux non réguliers en provenance ou à destination de son territoire sans leur imposer les réglementations, conditions et restrictions prévues au deuxième alinéa de l'article 5 de la convention relative à l'Aviation Civile Internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, lorsque ces aéronefs sont utilisés pour l'une des activités suivantes :
 - a) transports effectués à des fins humanitaires ou en cas de nécessité impérieuse ;
 - b) transports de passagers par taxi aérien, à caractère occasionnel et effectués à la demande, à condition que l'aéronef ne comporte pas une capacité de plus de six sièges-passagers, que la destination soit choisie par le ou les preneurs et qu'aucune partie de ladite capacité ne soit cédée au public ;
 - c) transports effectués par des aéronefs dont toute la capacité est louée par une même personne physique ou morale pour le transport de son personnel ou de ses marchandises, pourvu qu'aucune partie de ladite capacité ne soit cédée à un tiers.
- 2° Il en sera de même pour les aéronefs utilisés pour l'une des activités suivantes :
 - a) transports exclusifs de fret ;
 - b) transports de passagers entre régions qui n'ont pas entre elles de liaison suffisamment directe par services aériens réguliers ;
 - c) transports isolés, étant entendu qu'aux termes du présent alinéa aucun transporteur ou groupe de transporteurs n'a droit, pour l'ensemble des aéronefs dont il dispose, à plus d'un transport par mois entre deux mêmes centres de trafic.
- 3° Chaque partie contractante pourra exiger l'abandon des activités prévues au paragraphe 2° du présent article si elle estime que celles-ci sont préjudiciables aux intérêts de ses services aériens réguliers exploités entre les territoires des deux parties contractantes. Chaque partie contractante pourra exiger des renseignements complets sur la nature et l'importance de toute activité de ce genre terminée ou en cours.
- 4° En ce qui concerne l'activité mentionnée à l'alinéa b) du paragraphe 2° du présent article, chaque partie contractante pourra définir librement l'étendue des régions (notamment le ou les aéroports considérés), modifier cette définition à tout moment et déterminer si ces régions ont entre elles des liaisons suffisamment directes par services aériens réguliers.

Article 3 : Les parties contractantes conviennent en outre que dans les cas non couverts par les paragraphes 1° et 2° de l'article 2, une demande d'autorisation préalable pourra être exigée. Le délai dans lequel la demande doit être déposée ne dépassera pas deux (2) jours ouvrables dans le cas d'un transport isolé ou d'une série de quatre transports au plus, un délai plus long pourra être spécifié s'il s'agit d'une série plus importante de transports.

Article 4 :

- 1° Les demandes d'autorisation seront adressées directement à l'autorité aéronautique de l'autre partie contractante, sans passer par la voie diplomatique.
- 2° Les renseignements à fournir, dans le cas d'un transport isolé ou d'une série de quatre transports au plus, seront limités aux éléments ci-après :
 - a) nom de la compagnie exploitante ;
 - b) type d'aéronef et marques d'immatriculation ;
 - c) dates et heures prévues pour l'arrivée sur le territoire de l'autre partie contractante et pour le départ de ce territoire ;
 - d) itinéraire de l'aéronef ;

- e) objet du transport, nombre de passagers à embarquer ou à débarquer ainsi que nature et quantité du fret à embarquer ou à débarquer.

Article 5 :

- 1° Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord n'aurait pu être réglé, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les Gouvernements intéressés, il sera soumis sur demande d'une des parties contractantes à un tribunal arbitral.
- 2° a) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre, ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.
b) Si dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si dans le cours du mois suivant leur désignation, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque partie contractante pourra demander au président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de procéder aux désignations nécessaires.
- 3° Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les parties contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.
- 4° Les parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.
- 5° Si l'une des parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre partie contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, suspendre ou révoquer l'autorisation qu'elle avait accordée en vertu du présent accord à l'entreprise de la partie contractante en défaut.
- 6° Chacune des parties contractantes prend à sa charge les frais afférents à son arbitre, la moitié des frais afférents au tiers arbitre et la moitié des autres frais du tribunal arbitral.

Article 6 : Le présent accord pourra être dénoncé par chacune des parties contractantes moyennant un préavis de six mois donné par écrit à l'autre partie contractante.

Article 7 : Le présent accord sera appliqué provisoirement dès sa signature ; il entrera en vigueur dès que les deux parties contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties contractantes ont signé le présent accord.

Fait à Rabat, le 5 juillet 1962, en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement de S.M. le Roi du Maroc,
Abderrahman Tazi.

Pour le conseil fédéral suisse,
Erwin Bernath